

dans ce secteur si important, et nous faire part des moyens qu'il entendait prendre pour se libérer de ses fonctions de gestionnaire. Il n'a pas soufflé un traître mot à ce sujet. Il n'a rien dit non plus des mesures de protection fiscale qu'il aurait fallu prévoir pour les armateurs afin qu'ils puissent entretenir, voire remplacer, leurs navires et leur matériel de pêche.

De toutes les décisions prises sur la réorganisation des pêches, la plus malheureuse a été du ministre fédéral des Pêches et des Océans (M. DeBané) lorsqu'il a résolu de transférer de la Nouvelle-Écosse à Terre-Neuve, les droits de gestion sur 12 chalutiers pour pétoncles, dont le centre des opérations était situé à Riverport. Cela donne des ulcères et des maux de tête aux citoyens de Riverport qui m'ont dit, au téléphone ou par écrit: "Vous êtes député, que pouvez-vous faire pour empêcher cette flotte de tomber sous la coupe de l'État fédéral?" Cela, monsieur le Président, c'est de la crainte, une crainte profonde, une crainte viscérale.

Je vois que vous me faites signe de terminer, monsieur. Deux bâtiments de Riverport ont été déjà envoyés ailleurs. Ni l'accord sur les pêches de Terre-Neuve, ni l'accord du 30 septembre sur les pêches de Nouvelle-Écosse ne garantissent qu'on ne sortira pas d'autres bâtiments de Riverport. En outre, ni le ministre des Pêches et Océans ni le ministre des Finances n'ont donné la moindre indication qu'il y aurait des investissements dans cette localité pour rétablir sa situation ou l'améliorer. Et pourquoi, faut-il le demander? Nous avons de l'argent pour le superflu, mais nous n'en avons pas pour l'utile. Il serait temps que le gouvernement réexamine ses priorités.

Je reconnais que notre pays est capable de se tailler une place prépondérante dans le monde, avec ses richesses et son génie, sa créativité et sa jeunesse. Mais nulle part cette promesse n'a été suivie de tant de désillusions, alors qu'il n'a jamais été aussi urgent de la réaliser. Pour toutes ces raisons, je suis heureux de dire que je voterai contre le gouvernement, à cause des malheurs que sa politique entraîne pour la population, en appuyant l'amendement du député de Saint-Jean-Ouest (M. Crosbie).

[Français]

M. le vice-président: A l'ordre! Questions et commentaires. Débat.

L'honorable ministre des Travaux publics (M. LeBlanc) a la parole!

L'hon. Roméo LeBlanc (ministre des Travaux publics): Monsieur le Président, j'apprécie cette occasion de participer à ce débat afin d'exprimer mon appui au Budget que nous a présenté le ministre des Finances (M. Lalonde).

[Traduction]

Comme l'a si bien dit le ministre des Finances, le budget traduit en actes le programme de croissance, d'initiative, de sécurité et de partenariat exposé dans le discours du trône. C'est un budget courageux, qui renforcera l'économie, favorisera la croissance et créera des emplois intéressants. Si je dis que c'est un budget courageux, c'est qu'il eut été facile de se lancer dans une croisade visant à réduire le déficit de façon rapide et chaotique. Cette tactique aurait tout bonnement engendré de nouveaux problèmes et retardé la reprise économique. Le ministre des Finances a adopté une bonne tactique pour réduire le déficit au cours du prochain exercice financier. En fait, le déficit

diminuera d'environ 2 milliards de dollars, et il continuera à diminuer les années suivantes.

[Français]

J'ai dit, monsieur le Président, que c'était un Budget courageux, parce que le gouvernement honore son engagement d'aider ceux qui sont dans le plus grand besoin. L'augmentation du supplément de revenu garanti pour les personnes âgées vivant seules témoigne de cette priorité. Les changements proposés au chapitre du système des pensions sont des jalons essentiels au mieux être de ces Canadiens qui ont œuvré leur vie durant pour créer la richesse de ce pays.

La réforme des pensions est l'un des défis les plus importants pour la majorité de nos concitoyens. Je suis fier de dire que je suis membre d'un gouvernement qui n'a pas abandonné ses obligations dans le domaine de la politique sociale, un gouvernement qui a maintenu et, là où c'était possible, qui a élargi le système des services sociaux, et cela pendant une période difficile.

Monsieur le Président, c'est exactement pendant ces périodes difficiles sur le plan économique qu'il faut maintenir le réseau de services sociaux, et que ce réseau est de plus en plus important. Le ministre des Finances a démontré cet engagement et cette attitude en aidant davantage ceux qui sont dans le besoin.

[Traduction]

Les observations du député de South Shore (M. Crouse) et de ses collègues d'en face me sidèrent. Ils prétendent qu'il faut réduire le déficit tout en proposant quelques menues dépenses comme solution magique. Par contre, ils ne précisent pas vraiment dans quels secteurs il faut sabrer pour réduire considérablement le déficit. Monsieur le Président, c'est bien beau de dire qu'il faut réduire le déficit tout en recommandant d'augmenter les dépenses dans certains secteurs, sans expliquer comment il faut s'y prendre. En fait, le ministre des Finances du gouvernement éphémère a dit, il y a un certain temps, que si les conservateurs nous révélaient leurs intentions, les Canadiens ne voteraient peut-être pas pour eux. C'est facile de plaire à tout le monde quand on dit des généralités sans être prêt ni même disposé à faire des choix difficiles et à se prononcer catégoriquement. Les députés de l'opposition, surtout ceux des provinces de l'Atlantique, se souviennent très bien du président du Conseil du Trésor de leur éphémère gouvernement—«Sinc le sabreur», l'appelait-on alors—qui pensait réduire les dépenses alors que, en réalité, il abolissait des projets créateurs d'emplois. Je me rappelle que les députés d'en face, y compris des ministres qui représentaient certaines provinces, allaient supplier leur premier ministre provincial d'intervenir et de protéger les députés et les gens de la région atlantique contre les compressions imposées par le zélé président du Conseil du Trésor.

Notre gouvernement a dû faire des choix difficiles. Il a lancé le programme des 6 et 5 p. 100 et mené la lutte contre l'inflation. Il s'est prononcé ouvertement sur l'assurance-maladie. Il a créé des emplois. Mon ministère a dépensé presque un milliard et demi de dollars pour créer les emplois dont on avait tant besoin dans le secteur de la construction. A l'intention des propriétaires qui auraient pu perdre leur maison à cause de hausses extraordinaires des taux d'intérêt, nous avons promis de l'aide et montré que nous nous soucions de leurs problèmes. Je ne m'en suis cependant pas tenu là. Dans le domaine du